

moins
de papiers
plus
d'efficacité

devillard.ch

DU COPIEUR À LA GED

devillard

Bulletin d'information de la
Chambre de commerce, d'industrie
et des services de Genève

Géodonnées

Comment les entreprises peuvent-elles bénéficier du potentiel que recèlent les données spatiales collectées ?

PAGE 3

Fiscalité des entreprises

Deux membres de la CCIG donnent leur avis sur le projet fiscal mis en consultation par la Confédération.

PAGE 3

Infrastructure ferroviaire

Genève peine à défendre ses intérêts afin d'obtenir le financement des infrastructures dont elle a besoin.

PAGES 4-5

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Smart city : l'intelligence technologique au service de la société

Dans quelques décennies, la plupart des gens vivront peut-être dans des *smart cities*, ou villes intelligentes. Ce développement urbain a de quoi séduire, car il promet une ville plus efficiente énergétiquement, plus agréable à vivre et plus simple. Pour atteindre cet objectif, l'innovation et le savoir-faire des entreprises sera mis à contribution, des qualités dont le tissu économique genevois peut se targuer. Le défi est que la technologie se mette réellement au service de la population.

L'ÉVOLUTION DES VILLES MODERNES

VILLE 1.0



CITÉ-REFUGE OCCUPÉE
PAR 95% DE PAYSANS ET
5% DE MILITAIRES

VILLE 2.0



CITÉ POURVOYEUSE
DE TRAVAIL, SURTOUT
OUVRIER

VILLE 3.0



CITÉ QUI FOURNIT TOUTES
SORTES DE PRESTATIONS
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SMART CITY

VILLE 4.0



CITÉ SENSORIELLE, QUI S'ADAPTE
À SON ENVIRONNEMENT ET COMPTE SUR
LA PARTICIPATION DE SES CITOYENS

On peut se demander si une ville moderne pourra un jour être qualifiée d'intelligente car, en pratique, elle sera toujours évolutive, jamais aboutie. En théorie, elle le deviendra quand elle parviendra à une gestion durable du territoire – c'est-à-dire en réduisant son empreinte écologique – et à une qualité de vie élevée grâce à une utilisation efficiente des technologies. L'objectif est donc d'améliorer la qualité des prestations en utilisant au mieux les infrastructures et ressources à disposition (eau, énergie, transports, etc.). Pour atteindre

cet objectif, les efforts coordonnés des entités publiques et privées sont nécessaires.

« La *smart city* favorise le vivre ensemble, le mieux vivre de la population et les valeurs humaines, ce qui est plutôt rassurant », résume Pierre Mirlesse, stratège digital et président du jury Géofab (cf. article en p. 3). La ville intelligente est digitale, mais n'est pas pour autant technologique. Elle sert plutôt des outils existants pour améliorer le quotidien. « Elle ne réinvente pas la roue, mais s'inspire

des meilleurs modèles », précise Pierre Mirlesse. Son fonctionnement fait souvent appel à une intelligence artificielle, telle que la poubelle connectée, ou à une e-administration simplifiant les procédures. Autres avantages de ce système : il décourage ceux qui commettent des délits et empêche qu'on puisse utiliser des données non sécurisées.

Pour Genève : un gage de compétitivité économique

Le canton a initié l'an dernier le projet *Smart canton*, sous la houlette

du Département de la sécurité et de l'économie (DSE). « Il s'inscrit dans les objectifs de la stratégie économique 2030 », indique d'emblée Nicolas Bongard, délégué au développement économique au DSE. La mise en place devrait se faire dès juin 2018 au centre-ville.

Pourquoi l'Etat est-il motivé à faire de Genève une *smart city*? Quatre raisons à cela : assurer le bien-être de la population, préserver la compétitivité des entreprises, assurer une bonne gestion des ressources et contribuer à la transition digitale de la société. « L'Etat ne veut pas tout contrôler, mais fixer les règles du jeu, tout en étant un accélérateur de projets, poursuit Nicolas Bongard. *Smart canton* veut servir de point d'entrée unique, afin de cadrer les innombrables volontés publiques et privées. Cela peut commencer par une mise à disposition de données sur une plateforme commune. »

Dans la foulée, le canton a adhéré à *digitalswitzerland* en juin de cette année. Lancée en 2015, cette association issue de l'économie privée, du secteur public et des hautes écoles a pour ambition de faire de la Suisse un hub de premier ordre dans l'innovation et la transformation numérique au niveau international, en planchant sur tous les aspects de la transformation numérique, du cadre politique aux formations nécessaires.

Concrètement, les spécialistes observent toutefois qu'il y a encore du pain sur la planche, car si le canton offre une bonne infrastructure, exprimée en termes de disponibilité de connexion à internet, les services numériques disponibles sont encore bien peu nombreux.

Deux projets de qualité

Quelques belles réalisations sont en train de voir le jour. Ainsi du projet *Presto Park* de l'entreprise genevoise

suite page 2

Votre partenaire de référence pour le recrutement de profils universitaires

- Publications d'offres d'emploi
- Forums carrières
- Réseau d'Alumni

022 379 77 02 | emploi@unige.ch

Uni-emploi

UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

FRÉDÉRIQUE REEB-LANDRY
Directrice générale



Transversalité : une compétence indispensable

On est à moins de six mois des élections cantonales 2018. Autant dire que les candidats vont commencer à battre le pavé et que les fronts politiques vont se durcir autour du bilan du Conseil d'Etat. Le gouvernement sortant a adopté un style nouveau, avec son lot de promesses, entre autres celles d'améliorer la transversalité. Ainsi, le projet de digitalisation *Smart canton*, initié par Pierre Maudet, trouve écho dans l'ensemble des départements: celui de la santé a élaboré *Mon Dossier Médical*; celui de l'aménagement met à disposition des géodonnées sur le site du Système d'information du territoire à Genève (SITG); celui des finances permet de numériser en toute sécurité des données fiscales. Pour de simples questions d'efficacité, les entreprises ont, elles, adopté la transversalité depuis longtemps: celle-ci permet de croiser les informations, de créer des dynamiques et d'éviter les doublons.

Le cas des *smart cities*, dont il est question dans ce numéro, décrit des projets émanant tant de l'Etat que de privés s'attendant à transformer le quotidien des citoyens et des entreprises. L'objectif est de parvenir à une gestion durable du territoire alliant diminution de son empreinte écologique et élévation de la qualité de vie grâce à une utilisation efficiente des technologies. En d'autres termes, il s'agit, pour la collectivité publique, d'améliorer la qualité de ses prestations en utilisant au mieux les ressources à disposition, au bénéfice des citoyens et des entreprises.

La CCIG ne peut que saluer les efforts déployés par l'Etat, car il est salutaire de régulièrement revoir sa performance et d'adapter ses services, comme le font quotidiennement les entreprises – et, parmi elles, la CCIG. En outre, la capacité de l'administration publique à travailler de manière transversale est, de notre point de vue, un gage d'attractivité. En effet, dans un tissu économique qui repose principalement sur de la matière grise, savoir-faire, innovation, anticipation, bref, tout ce qui permet la co-création, l'enrichissement des idées et des processus est vital. En cette matière, Genève n'en fera jamais assez, confrontée qu'elle est à une redoutable concurrence internationale.

Secteurs privés et publics ont tout à gagner du partage des données et des réseaux connectés. La transversalité n'est donc qu'une suite logique qu'il s'agit d'encourager.

ÉDITORIAL

suite de la page 1 ▶

IEM. Son directeur Philippe Menoud, qui s'intéresse depuis toujours aux problèmes de parcage, a eu l'idée d'un capteur il y a déjà dix ans pour contrôler les places de livraison vacantes. Il fallait donc concevoir un outil autonome énergétiquement, qui détecte tout déplacement de véhicules. « Je préférerais qu'un système soit longuement testé et ne possède qu'une seule application, mais soit parfaitement fiable et précis », précise Philippe Menoud. Après avoir reçu un encouragement financier de l'OPI pour son aspect « cleantech », IEM a pu mettre au point ces capteurs, les fabriquer au bout du lac et les installer sur des centaines de places à Genève et Carouge, lors de projets-pilotes décidés avec les autorités concernées. À terme, les places seront indiquées aux usagers privés et professionnels sur des panneaux et même sur une application pour mobiles. De plus, on améliore la mobilité et on diminue la pollution, car les conducteurs cherchant une place représentent 30 % du trafic urbain ! Et le concept n'en est qu'à ses débuts. « La technologie et le savoir-faire peuvent contribuer à mieux comprendre notre quotidien et à répondre aux besoins pratiques », se réjouit Philippe Menoud.

Un autre projet a été élaboré conjointement par la start-up OrbiWise et SIG: 1000 capteurs seront installés pour établir un cadastre du bruit. Une récolte précise de données doit permettre d'évaluer les besoins, tels que la pose de revêtement phono-absorbant par les collectivités. La conjugaison des deux entités est complémentaire: SIG, en tant que partenaire technique, se sert de son réseau de fibre optique et OrbiWise démontre son savoir-faire innovant dans l'internet des objets. Des données aussi précieuses que les relevés de compteurs d'eau et d'électricité ne servaient autrefois qu'à la facturation. Elles seraient pourtant bien

utiles pour faire mieux consommer les habitants et entreprises.

On voit bien de ces exemples que l'avantage de la *smart city* n'est pas tant de déboucher sur des performances technologiques que de se mettre au service des citoyens et des entreprises. Si l'on cible les prestations en fonction des besoins en temps réel, on évite les pertes de temps ou de ressources. Preuve de l'intérêt de ce thème, le récent succès du 4^e *Smart city day*, qui a accueilli 450 participants le 14 septembre dernier à l'HEPIA de Genève. Ensemble, ils ont réfléchi aux scénarios les plus prometteurs.

Un marché important et de belles retombées

Le marché mondial des *smart cities* est estimé à 3300 milliards de francs en 2025, selon l'évaluation faite au dernier salon eCom à Palexpo. La station de ski savoyarde de Val Thorens est souvent citée en exemple, car elle est parvenue à doper son tourisme grâce à la gestion de données numériques, notamment

par la traçabilité des cartes de crédit de ses clients. L'analyse des données a permis de constater que 4% d'entre eux représentaient 30% de ses ventes en magasin et qu'un vacancier avec lequel la station interagit par SMS, courriel ou les réseaux sociaux générerait trois fois plus de recettes: autant de pain béni pour les marketeurs ! « Les géodonnées sont souvent sous-estimées par les entreprises quant à l'importance de leur contribution potentielle à la bonne marche et croissance des affaires », explique Pierre Mirlesse. Sans aucun doute un exemple à suivre pour Genève: de nouvelles activités ne demandent qu'à être développées, créant des emplois dans la foulée.

Au final, l'état d'esprit se veut *win-win*, chacun cessant de travailler en silo et contribuant à la même cause. La cité de demain saura-t-elle tenir toutes ses promesses? L'avenir nous le dira sans doute très vite. ■

Une bourse d'idées pour les communes

Au niveau suisse, l'Office fédéral de l'énergie a lancé en 2012 *Smart City Suisse*, plateforme d'information et d'échange, destinée à encourager les communes à œuvrer en ce sens, notamment grâce au recensement de projets, voire à l'octroi d'aides financières.

Autres projets en développement



Une modulation de l'éclairage public selon les lieux. Un concept destiné à lutter contre les incivilités ou préserver la faune et exploité par SIG.

Un nouvel espace de *coworking* Citiz'n, dédié à la *smart city*. Une façon d'optimiser les échanges autour des projets smart dans le bâtiment du câblo-opérateur Naxoo.

Un cadastre décrivant le mobilier urbain pour les personnes à mobilité réduite grâce à des géodonnées, sur le modèle berlinois. L'Etat de Genève pourrait s'en inspirer, avec l'aide de partenaires privés.

Un péage urbain, modulé en fonction du trafic. C'est l'Etat de Genève qui envisage peut-être un tel ouvrage (cf. CCIGinfo de juin 2017 pour l'analyse de la pertinence d'un tel système !)

Le *smart metering* par SIG, qui permet de suivre en temps réel sa consommation d'électricité.

tendancefruit.ch

DITES-LE AVEC DES FRUITS!



info@tendancefruit.ch — 0800 800 055 (numéro gratuit)



GESTION DE L'INFORMATION

Les géodonnées: un outil gratuit à la disposition des entreprises

Les géodonnées, vous connaissez? Ce sont toutes les informations liées à un emplacement géographique, recensées par des organismes publics tels que le cadastre. Elles sont numérisées depuis quelques années, ce qui permet d'enrichir le nombre et la nature des données à disposition.

Avec les avancées technologiques, les partenariats s'accroissent et les réseaux s'étendent. La législation fédérale sur la géo-information est en œuvre depuis dix ans (juillet 2008). Elle encourage à promouvoir les catalogues interconnectés. Encore faut-il trouver les bons relais au niveau communal et cantonal.

Des systèmes suisses (Swisstopo), genevois (Système d'Information du Territoire) et français (Institut National de l'information géographique et forestière) recueillent de multiples données spatiales dans des domaines aussi variés que l'environnement ou la mobilité dans le cadre des activités de l'administration publique. « Nous avons constaté qu'il y avait un fort potentiel à partager auprès des entreprises et que cela ne représentait qu'un petit pas pour nous », précise Pascal Oehrl, directeur du service genevois de géomatique.

« En intégrant mieux les géodonnées dans ses processus, explique Pierre Mirlesse, président du jury Géofab, une entreprise pourra mieux localiser ses clients et la fréquence de leurs achats afin d'optimiser la couverture géographique nécessaire à sa force de vente. Elle pourra suivre ses fournisseurs, en réduisant les délais de livraison et les coûts logistiques associés. Enfin, elle pourra repérer ses concurrents en comprenant mieux sa compétitivité. »

Un projet régional prometteur

Depuis cette année, les partenaires publics de Genève et de France voisine ont mis en commun ces don-



nées (malgré les lois et pratiques différentes) et veulent à terme les partager gratuitement avec les entreprises intéressées. Ce projet Interreg, le Géofab du Grand Genève, est porté entre autres par le canton, l'UNIGE et l'ARC. Il comprend une série de quatre appels à candidatures sur deux ans: toute idée innovante qui contribue au dynamisme de l'économie régionale via des géodonnées peut concourir. « Le champ est ouvert à toutes les politiques publiques territoriales », décrit Pascal Oehrl. Un jury sélectionne les meilleurs projets. Les premiers prix ont droit à des jours d'expertise pour développer le concept. Un annuaire d'experts peut répondre à leurs besoins, permettant de développer leur démarche. »

Le premier appel à projets a récompensé TagMyfood, un site internet qui permet au consommateur de connaître l'origine d'un produit agro-alimentaire. Le deuxième appel, ouvert le 14 septembre dernier, a pour thème « transition écologique et développement durable ».

Les dossiers de candidature doivent être déposés avant le 19 novembre, et un comité de sélection délibérera d'ici au 15 janvier prochain. Les résultats seront annoncés lors des Assises européennes de la transition énergétique le 30 janvier. C'est là aussi que débutera le troisième appel.

Un tremplin donc bienvenu pour des start-up et jeunes PME. Le but à terme est d'aider les entrepreneurs à créer de nouveaux services (même scientifiques et artistiques) – ou à enrichir ceux existants – en s'appuyant sur des géodonnées régulièrement rafraîchies. ■

www.geofab-grandgeneve.org

Des formations du SITG sur mesure

Pour profiter au mieux des géodonnées sur le Système d'information du territoire à Genève (SITG), des modules de formation sont proposés par l'Etat de Genève dans les locaux de son Service de géomatique. Des sessions particulières pour groupes sont aussi possibles. Ce sont des formations gratuites et ouvertes à tous sur inscription <http://ge.ch/sitg/formations>. Deux cours sont disponibles: les fonctions de base et les fonctions avancées pour les utilisateurs du module 1.

www.ge.ch/sitg

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

PF17: un projet qui s'impose

Les membres de la CCIG s'expriment

Ces prochains mois, le CCIGinfo relayera l'avis de plusieurs de ses entreprises membres, tous secteurs confondus, durant le processus d'adoption du Projet fiscal 17 (PF 17), actuellement en consultation. Essentiel pour l'économie, le PF 17 réforme l'imposition des entreprises en abolissant les statuts fiscaux spéciaux dont bénéficiaient certaines entreprises suisses et étrangères et propose des mesures d'accompagnement, fiscales et sociales, ainsi qu'une compensation financière de la Confédération. Son but est de maintenir l'attractivité de la Suisse et l'emploi.

Voici ce qu'en pensent deux de nos membres.

Miles Hopwood
CEO du Groupe Integraal



« Un effort national est nécessaire pour parvenir à un accord fiscal, et c'est une bonne idée de stimuler la recherche et l'innovation. Un lissage des taux autour de 13,8% est indispensable, tout comme un soutien aux allocations familiales et à la formation professionnelle. Mais la réforme ne doit pas se faire n'importe comment. Un

seul point à surveiller, à mon avis, dans le PF 17: la hausse prévue sur les dividendes, peu stimulante pour la création d'entreprises, car les actionnaires doivent pouvoir aussi toucher leur dû. C'est le point que j'améliorerais encore pour ce projet fiscal. »



Luc Forster
directeur de
Charpentes et
Menuiserie Forster
S.à.r.l.

« Pour moi, l'essentiel, c'est de parvenir rapidement à un accord fiscal, car un manque de réforme accélérerait l'effritement de la

place économique. Tout ce qui peut dissiper l'incertitude actuelle sera bon à prendre. Néanmoins, on doit parvenir à un projet équilibré, et à première vue, le PF 17 me semble remplir cet objectif.

La charpente-menuiserie n'est peut-être pas le secteur en première ligne de ces refontes fiscales, mais si certains de nos clients partent, nous serons impactés. Tout est lié dans notre économie. Quant aux avantages sociaux à négocier, ils ne sont pas à prendre comme une simple compensation, mais un dû pour chaque contribuable. » ■

GeniLac

une innovation énergétique majeure et durable pour Genève

- ☀️ 80% d'émissions de CO₂ en moins pour le système de chauffage
- ❄️ 80% d'électricité en moins pour le système de rafraîchissement

Une solution thermique innovante 100% renouvelable qui utilise l'eau du lac Léman pour rafraîchir et chauffer les entreprises du centre-ville

Découvrez GeniLac en images: bit.ly/video-genilac

LES ÉNERGIES

CONDITION CADRE : MOBILITÉ

Genève aime le train



Le canton de Genève n'a pas toujours bien défendu ses intérêts dans le domaine des infrastructures ferroviaires financées par la Confédération. Il en paie encore le prix aujourd'hui et, pour s'en convaincre, il suffit de parcourir le projet de programme 2030/2035 de développement de l'infrastructure ferroviaire (PRODES) en consultation jusqu'en janvier 2018.



Sur les 11,5 milliards de francs que la Confédération propose d'investir, Genève ne récolterait que 13 millions. Pourtant, les besoins genevois sont plus importants. Milieux politiques et milieux économiques doivent dès lors tirer à la même corde pour convaincre la Confédération de prendre en compte les besoins de la région, de sa population et de ses entreprises.

Un nouveau mode de financement du rail

En 2014, le financement de l'infrastructure ferroviaire a été réformé en profondeur. Désormais, un fonds permanent, le fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) finance aussi bien l'exploitation et la maintenance que les futurs aménagements. Les mesures d'aménagement sont décidées par étapes tous les 4 à 8 ans par le Parlement, par le biais d'un programme de développement stratégique (PRODES).

Le programme global comprend des mesures et projets, à réaliser d'ici à 2050 pour une somme de quelque 40 milliards de francs, classés par degré d'urgence. Le Parlement se prononce à chaque fois sur les étapes d'aménagement successives. Il a déjà adopté la première de ces étapes qui sera réalisée d'ici à 2025 pour un coût de 6,4 milliards de francs.

En votation populaire, les Genevois ont accepté cette réforme par 76,6 % de oui, un score plus élevé que le score suisse qui était de 62 %. C'est une large coalition qui s'était formée dans le canton, où l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire accuse un retard certain, retard que les milieux économiques et politiques estiment nécessaire de combler au plus vite.

Globalement, l'amélioration de la desserte en transports d'une région s'accompagne d'une croissance des

activités. Une bonne desserte et des infrastructures de transports performantes constituent des critères importants dans les décisions d'implantation des entreprises. La bonne connectivité d'une région accroît le bassin de recrutement des entreprises, diminue les coûts de production, améliore les possibilités de consommation et, globalement, favorise l'activité économique.

Le transport participe donc de manière centrale à la croissance économique et joue un rôle de « liant » pour les activités économiques. Sans transports, pas d'échanges; sans échanges, pas d'économie possible.

Etape d'aménagement 2035

Le Conseil fédéral a lancé fin septembre dernier la procédure de consultation (voir encadré en p. 5) qui débouchera sur la prochaine étape d'aménagement du réseau

ferroviaire d'ici 2035. Cette étape d'aménagement, chiffrée à 11,5 milliards de francs, permettrait de densifier l'offre sur les lignes surchargées telles que Zurich–Winterthur ou Yverdon–Lausanne–Genève. Le but est de répondre à la demande croissante en transport ferroviaire.

Toutes ces améliorations nécessiteraient environ 200 interventions d'envergure variable sur l'infrastructure. En Suisse romande, ce serait l'aménagement du tronçon du pied du Jura entre Yverdon, Lausanne et Genève, ainsi que la modernisation de l'actuel tronçon Neuchâtel–La Chaux-de-Fonds. Le transport de marchandises devrait lui aussi connaître des améliorations, en particulier sur l'axe est-ouest.

La consultation se termine le 15 janvier 2018, et le Conseil fédéral a jusqu'à la fin de l'année 2018 pour présenter au Parlement le message relatif à l'étape d'aménagement ferroviaire 2030/2035.

Une répartition peu équitable pour la Suisse romande

Dès la publication du message fédéral, des voix comme la Conférence des Transports de la Suisse occidentale se sont élevées pour dénoncer une répartition des fonds peu équitable pour la Suisse romande et qui ne rend pas justice à son attractivité économique. En effet, dès lors que les sept cantons romands représentent 40 % du territoire national, 40 % du réseau ferroviaire et près de 40 % de la population, il serait logique que 40 % des 11,5 milliards qui seront affectés à l'aménagement du réseau ferroviaire soient investis dans cette partie du pays où la demande est en forte augmentation, et pas seulement environ 25 % comme le prévoit Berne.

Si PRODES 2030/35 prévoit des aménagements entre Lausanne et Genève qui densifieraient l'offre ainsi qu'un tronçon à double voie entre Laufen et Bâle permettant la cadence à 30 minutes entre Bienne et Bâle via Delémont, les autres projets priori-

Les 7 projets clés de Genève

- Offre au quart d'heure entre Genève et Lausanne sur les Regio Express (et les Intercity par extension)
- Cadence au quart d'heure Genève–La Plaine: intégralité du réseau Léman Express cadencé au quart d'heure dans le canton
- Trains plus longs entre Coppet et Genève
- Halte à Châtelaine
- Arrêt des Regio Express à Versoix toutes les 30 minutes
- Nouvelle liaison Rive gauche–Aéroport
- Participation à l'amélioration de capacité de l'étoile d'Annemasse.

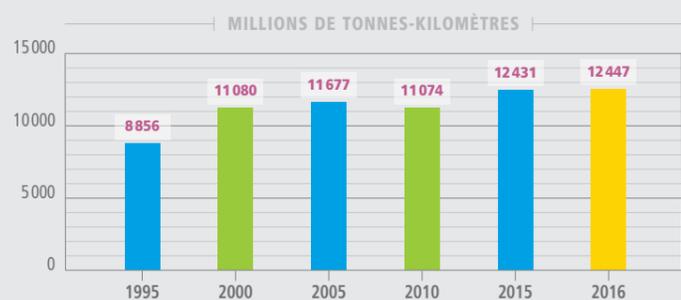
suite page 5

A l'étroit...?

Le Nord vaudois vous propose des terrains industriels à des conditions attractives

Yverdon-les-Bains - Ependes - Orbe - Chavornay - Champagne - Vallorbe - Sainte-Croix - Grandson

PRESTATIONS DU TRANSPORT DE MARCHANDISES (SUISSE)



Qu'il transporte des voyageurs ou des marchandises, le train est un pilier important de l'infrastructure suisse des transports. Indispensables à l'économie, à la population et au tourisme, les chemins de fer sont aussi très utilisés pour les déplacements de loisirs. Le taux d'utilisation a progressé de 60 % en 20 ans, alors que l'offre de transport de voyageurs augmentait d'environ 40 %. Désormais, plus de 1,2 million de personnes par jour prennent le train. Quant aux marchandises, le fret ferroviaire affiche une croissance de 25 % par rapport à 1995 (voir graphique ci-dessus). Les quantités transportées ont également augmenté, passant de 19,3 à 23,8 millions de tonnes par an.

Globalement, l'amélioration de la desserte en transports d'une région s'accompagne d'une croissance des activités. Une bonne desserte et des infrastructures de transports performantes constituent des critères importants dans les décisions d'implantation des entreprises. La bonne connectivité d'une région accroît le bassin de recrutement des entreprises, diminue les coûts de production, améliore les possibilités de consommation et, globalement, favorise l'activité économique.

SOURCE: OFS – Statistique du transport de marchandises (STM)

Genève aime le train

En 2009, dans le message relatif au programme d'élimination des goulets d'étranglement du réseau des routes nationales, le Conseil fédéral écrivait : « En matière de gestion du trafic, le canton de Genève mise avant tout sur la promotion des transports publics et de la mobilité douce ; l'aménagement du réseau des routes nationales ne figure pas parmi les priorités du canton ».

Aujourd'hui, c'est la conseillère fédérale Doris Leuthard qui, lors des négociations qui ont précédé l'élaboration du message PRODES, a laissé entendre que Genève n'aimait pas le train.

Les Journées portes ouvertes ferroviaires lémaniques des 23 et 24 septembre 2017 lui ont donné tort. Plus de 30 000 personnes, originaires de toute l'agglomération franco-valdo-genevoise, se sont déplacées et les visiteurs en ont profité pour faire passer un message fort à destination de Doris Leuthard, en lui adressant des milliers de cartes portant le message « Genève aime le train : mettez notre futur sur les rails ! ».

Parmi les six cantons donateurs à la péréquation financière, Genève (297,2 mio) arrive en troisième position derrière Zoug (312,4 mio) et Zurich (464,6 mio). Malgré toute la bienveillance que l'on peut avoir à l'égard du ciment de la solidarité fédérale, il est difficile de ne pas considérer comme inacceptable que Genève demeure le parent pauvre

du développement des infrastructures de transport de notre pays. Une alliance de tous les milieux politiques et économiques s'impose rapidement pour que le canton parvienne à défendre ses intérêts s'agissant du financement de « ses » infrastructures de transport par les fonds fédéraux. ■

Voir la version longue sur www.ccig.ch/blog

La CCIG et ses membres consultés par le Conseil fédéral

Le Conseil fédéral a ouvert la consultation sur la prochaine étape d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire, étape qui se décline en deux variantes alternatives : une étape 2030 ou une étape 2035, correspondant à des volumes d'investissements d'ampleur variable.

Le développement et l'aménagement des infrastructures de transport tant ferroviaires que routières ou aériennes constituent une priorité pour le bon fonctionnement de l'économie. Les entreprises doivent pouvoir compter sur des infrastructures de qualité et une fluidité des flux de déplacement des marchandises et des personnes. Au vu du développement économique et démographique en Suisse, l'aménagement des infrastructures de transport revêt une urgence particulière, en particulier à Genève et dans l'arc lémanique. Il convient donc de veiller à ce que les besoins de la région soient correctement pris en compte et que les investissements nécessaires soient consentis.

Afin de lui permettre de représenter au mieux les intérêts et préoccupations des entreprises, la CCIG invite les membres intéressés par cette thématique à transmettre leurs commentaires à Marc Rädler, assistant politique, à l'adresse suivante : m.radler@ccig.ch, d'ici au vendredi 1^{er} décembre 2017.

Les documents concernant ce projet sont consultables sur le site de l'Administration fédérale, www.admin.ch/ch/f/gg/pclpendent.html, sous l'intitulé « Etape d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire 2030/35 (EA 2030/35) ».

taires de la région Ouest paraissent oubliés de la Confédération. Il s'agit notamment d'une liaison réellement performante et sans changement entre Bâle et l'arc lémanique via Delémont, de l'achèvement du tunnel ferroviaire de base du Lötschberg, de la ligne directe entre Neuchâtel et la Chaux-de-Fonds, du développement au quart d'heure de la ligne Genève-Vernier-La Plaine du Léman Express, de la cadence à 15 minutes dans l'agglomération de Fribourg ainsi que de l'amélioration des accès aux Alpes vaudoises.

Genève oubliée

par Doris Leuthard

Sur les sept projets clés déposés par le canton de Genève auprès de l'Office fédéral des transports (OFT), un seul a été retenu, à savoir l'allongement des quais Genève-Coppet pour un montant de 13 millions de francs, soit 0,1 % de l'enveloppe totale maximum envisagée par l'OFT. Il n'est pas admissible que la deuxième agglomération de Suisse n'obtienne que des miettes, alors que les besoins sont particulièrement criants.

L'absence, dans le projet en consultation, du cadencement au quart d'heure pour le trajet Genève-Cornavin-La Plaine, chiffré à 130 millions de francs, a fait bondir les milieux économiques en général et les entreprises de la région ZIMEYSAVER (zones industrielles de

Meyrin, Satigny et Vernier) en particulier. La ZIMEYSAVER abrite en effet plus de 2000 entreprises et 27 000 emplois – avec une projection de développement de 25 000 emplois supplémentaires. Les communes de Meyrin et Vernier – Vernier est la 2^e ville du Grand Genève et la 16^e ville la plus peuplée de Suisse – abritent 60 000 habitants et 43 000 emplois. Située à côté de l'aéroport, entre les communes genevoises et vaudoises en plein développement et la ZIMEYSA, cette région est véritablement une zone d'importance stratégique.

Une quinzaine d'entreprises très importantes de la ZIMEYSAVER se sont adressées à la ministre des transports pour la sensibiliser à l'importance de ce projet pour l'économie locale. En vain, puisque cette dernière leur a répondu que l'analyse faite par ses services « ne donne pas un bon rapport qualité/prix ».

Pourtant, cette ligne ferroviaire est primordiale pour le développement économique de la région. Sa fréquentation a doublé en dix ans et les projections réalisées en 2010 pour 2020 ont déjà été dépassées. Si la tendance 2006-2016 se poursuit, la ligne transportera plus de 9000 voyageurs/jour en 2030 à offre constante ; avec une cadence au quart d'heure, on atteindra environ 8500 voyageurs/jour. Le jeu en vaut donc clairement la chandelle.

LE CHIFFRE CLÉ

3,89 %

PART DU SECTEUR « BANQUES ET SOCIÉTÉS FINANCIÈRES » SUR L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES MEMBRES DE LA CCIG (AU 31.12.2016).

LE CAPITAL IMPOSABLE DU SECTEUR REPRÉSENTE NÉANMOINS 46.5% DU PIB GENEVOIS

ÉQUIPEZ VOTRE SITE D'UNE
INSTALLATION PHOTOVOLTAÏQUE
SANS INVESTISSEMENT

Avec notre offre CONTRACTING ÉNERGIE SOLAIRE, vous choisissez de produire **vos** propre électricité sans dépenser un seul centime pour financer et entretenir l'installation des panneaux solaires qui couvriront les toits de vos bâtiments. En plus, vous vous assurez un prix fixe de l'électricité pendant 25 ans.

Pour avoir plus d'informations sur cette offre et toutes nos solutions énergétiques, contactez-nous à entreprises@romande-energie.ch ou au 0800 233 826.

www.romande-energie.ch



COMMERCE INTERNATIONAL

La CCIG partenaire du Congrès mondial des Chambres de commerce

En septembre dernier, le 10^e World Chambers Congress a réuni 1000 représentants venant de plus de 100 pays à Sydney. L'événement était soutenu par la CCIG.

Destinée à intensifier les liens entre les Chambres de commerce, la World Chambers Federation (WCF), institution rattachée à la Chambre



De gauche à droite: Ruedi Bolliger; Sybille Pluss, représentante suisse au Conseil des certificats d'origine; Thomas Pletscher, représentant International Chamber of Commerce pour la Suisse, et Vincent Subilia.

de commerce internationale, réunit 12 000 d'entre elles, issues de plus de 130 pays. C'est sous son égide que s'est déroulé ce congrès dans la capitale australienne des affaires, avec pour but de répondre aux défis économiques contemporains sous l'angle notamment de l'innovation; de nombreux experts ont ainsi alimenté de riches débats.

Cet événement a également été le lieu d'échanges nourris entre les Chambres de commerce, toutes soumises au même défi: répondre aux attentes de leurs membres, voire les anticiper, dans un monde en constante évolution. L'émission de documents liés au commerce international, le développement des activités d'arbitrage et de la gamme

de services commerciaux sont autant d'enjeux qui ont animé les participants pour définir le rôle de la « Chambre de commerce 4.0 ».

La conférence a été précédée de la séance du Conseil général de la Fédération mondiale des Chambres de commerce, au sein de laquelle Vincent Subilia, directeur général adjoint de la CCIG, siège comme représentant élu pour la Suisse. S'y tenaient également le Conseil des certificats d'origine, indispensable aux Chambres de commerce, ainsi que le Conseil du carnet ATA, mis au point par la CCIG dans les années 50 et dont la présidence est exercée par le directeur de l'Alliance suisse des Chambres de commerce, Ruedi Bolliger. ■

Sanctions contre l'Iran: quo vadis ?

En collaboration avec la Chambre de commerce Iran-Suisse et la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et de l'agriculture de Téhéran, la CCIG a récemment organisé un business forum. Il a été mené à l'occasion de la visite d'une délégation iranienne au bout du lac et portait sur les perspectives de ce marché 20 mois après la levée des sanctions internationales.

L'objectif prioritaire consistait à faire le point sur une situation juridique avec un avocat spécialisé venu de Washington, M^e Babak Haghooghi. Pour rappel, un plan d'action signé par Johann Schneider-Ammann et Hassan Rouhani en janvier 2016 est censé accompagner l'Iran, après la levée des sanctions internationales. Or, près d'un an et demi plus tard et dans le sillage de l'élection du président américain, force est de constater qu'une certaine confusion règne, en particulier sous l'angle du financement des activités commerciales avec l'Iran. Les réticences des banques et des investisseurs suisses freinent de réels rapprochements.

Lors de ce forum d'affaires, une quarantaine d'entrepreneurs genevois a eu l'occasion de rencontrer une délégation iranienne, conduite par le président de la Chambre de commerce de Téhéran, Masoud Khansari. « Capitale de la gouvernance mondiale et place des



La délégation iranienne, en visite fin septembre à Genève, a pu se rendre sur le chantier du Léman Express (CEVA).

affaires neutre, Genève joue un rôle-clé pour développer les liens avec l'Iran. La mission économique genevoise menée en Iran en avril 2016 par la CCIG et la Direction générale du développement économique, recherche et innovation (DG DERI) lui a donné un élan prometteur», s'est réjoui Vincent Subilia, directeur général adjoint de la CCIG. La levée partielle des sanctions et la signature d'accords ont permis au commerce de redémarrer. Nicholas Niggli, directeur général de la DG DERI, a relevé « le potentiel de développement des relations économiques entre Genève et l'Iran et la volonté de part et d'autre de poursuivre les efforts, saluant le travail des Chambres de commerce pour favoriser les échanges ».

Aux yeux du président de la Chambre de commerce de Téhéran, tous les acteurs impliqués

doivent fournir des efforts pour que l'économie iranienne redevenue florissante.

Les premiers indicateurs sont encourageants: l'inflation a fortement baissé, une série de réformes économiques a été menée et le système bancaire s'est modernisé.

Le moment est venu pour les investisseurs étrangers de placer des capitaux. Et si des obstacles subsistent, tout doit être mis en œuvre pour les surmonter et améliorer la fluidité et la densité des flux commerciaux. Et M^e Haghooghi de conclure: « Si la fin des sanctions a eu une répercussion bénéfique immédiate pour l'ancienne Perse, il en faudra bien plus pour que son potentiel puisse pleinement s'exprimer. Aussi, elle a besoin de la confiance de l'économie mondiale, et la Suisse peut en cela montrer l'exemple. » ■

LE COIN DE L'ARBITRAGE

SCAI à Naples

La Swiss Chambers' Arbitration Institution (SCAI), opérant à Genève sous l'égide de la CCIG, était représentée à Naples le 6 octobre dernier par Valériane Oreamuno, responsable du Secrétariat de la Cour d'Arbitrage. Il s'agissait de l'événement annuel du Club Español del Arbitraje, section italienne. Différentes institutions d'arbitrage, ainsi que des avocats et juristes d'entreprise familiers de l'arbitrage, y ont débattu des problématiques touchant au processus décisionnel dans les procédures arbitrales. Cette conférence fut l'occasion de rappeler notamment l'expertise de SCAI en matière de procédure accélérée, cadre dans lequel les litiges sont tranchés dans un délai de six mois et à moindre coût.



De gauche à droite: Valériane Oreamuno (SCAI), Alma Forgo (Airbus) et José María Fernández de la Mela (Corte Española de Arbitraje).

L'Inde: un marché en expansion

L'Inde, autrefois plutôt réticente à des formes alternatives de résolution de litiges internationaux, commence à s'ouvrir et même à adopter et amplifier son utilisation de l'arbitrage. Le gouvernement et le législateur indiens y voient désormais tous les avantages.

Dans un climat de croissance économique importante – le rapport annuel 2016 du CESAP anticipant une croissance économique de 7.6 % sur 2017-2018 – il convient de rappeler que les liens économiques entre l'Inde et la Suisse sont forts; cette dernière se positionne comme le 7^e partenaire commercial de l'Inde et le 11^e investisseur étranger. L'adoption de nouvelles lois favorisant l'arbitrage international tombe donc à point. Les sociétés mettent de plus en plus des clauses arbitrales dans leurs contrats conclus avec des sociétés indiennes et étrangères. La position flexible, plurilingue et neutre de la Suisse est un atout majeur à cet égard, tout comme son institution d'arbitrage. Le modèle de clause arbitrale de SCAI doit par conséquent être sérieusement considéré comme un modèle clé, à insérer dans les contrats avec toute entité indienne. Ce dispositif permettrait un accès à des services de résolution de litiges flexibles, plurilingues et confidentiels au sein d'une institution ayant plus de 150 ans d'expérience dans l'arbitrage commercial international.

Pour en savoir plus: www.swissarbitration.org

La Silver Economy, un segment créateur d'argent !

Le vieillissement démographique en Occident impose un nouveau modèle économique pour répondre à la demande des seniors. Ce thème a été abordé le 3 octobre, lors de l'accueil à la CCIG d'une délégation wallonne en quête de contacts avec des PME genevoises spécialisées dans ce domaine.

« Genève et la Wallonie ont des destins croisés de par leur tissu économique et leur esprit innovant, a déclaré Vincent Subilia, directeur général adjoint de la CCIG. Nos expériences conjointes peuvent donc nous être mutuellement bénéfiques ». Pascale Delcomminette, présidente de l'agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers (AWEX), d'ajouter: « Nous avons élaboré un programme de *smart specialization strategy*, qui mise sur les pôles de recherche-innovation, y compris

dans le domaine de la Silver economy. » À son tour, Lionel Ricou, président du Cercle de la Silver Economy de Genève, a abordé en détail cette thématique. Il a relevé « qu'il ne fallait plus voir les seniors comme un défi de société, mais comme une réelle opportunité d'affaires ». Qu'il s'agisse de leurs revenus, de leur état de santé ou de leur temps libre, les retraités d'aujourd'hui constituent un potentiel humain à valoriser. C'est le cas dans les domaines de la santé et de l'aménagement, secteurs bien représentés au sein de la délégation de la vingtaine d'entrepreneurs wallons. Les seniors ne sont plus l'apanage de l'Etat, l'économie privée peut développer des perspectives d'investissement ou proposer des crédits ciblés. N'oublions pas qu'en 2030 la Suisse comptera une hausse de 60 % des plus de 80 ans, un véritable papy boom. ■

PARTENAIRE

L'événementiel sous toutes ses facettes avec Skynight

Spécialiste audiovisuel incontournable dans le monde du spectacle, Skynight renforce son positionnement dans l'événementiel corporatif. Le partenariat signé pour être le prestataire technique des grands événements de la CCIG en est le meilleur exemple.



ZUP – Spectacle, Genève, septembre – octobre 2017



Bobst – Assemblée générale, Lausanne - avril 2017

Car les métiers évoluent

Initialement davantage tournée vers la scène et le spectacle (sonorisation, lumière, structure), la société a effectué des investissements importants lors des cinq dernières années dans le domaine de la vidéo. Les techniques de « mapping » et les écrans LED font désormais partie des scénographies de la majorité des artistes, mais ces outils permettent aussi de répondre à un grand nombre de demandes et s'intègrent à des projets multiples tels que salons, expositions, conférences, assemblées générales.

De la gestion des médias à la captation

Nous utilisons les meilleurs logiciels et régies pour gérer la programmation et la diffusion des contenus. Nous fournissons des écrans de

toutes formes et dimensions imaginables, des vidéo projecteurs de toutes les puissances existant sur le marché et plus de 1000 m² de dalles LED dans toutes les résolutions.

En complément aux dispositifs de projection ou d'enregistrement d'images, notre gamme de caméras SD, HD, et 4K avec optiques dédiées permet des rendus en haute définition.

Son et lumière, encore et toujours

Montreux Jazz Festival, Sion sous les Etoiles, Fêtes de Genève, Festival du Film Locarno, Rock Oz'arènes, Estivale Lugano, Paléo, Supercross, CHI Genève... Année après année, nos techniciens et notre matériel sillonnent les routes pour gérer la technique et équiper les plus grands événements de



Golf du Domaine Impérial – 30^e anniversaire, Gland – juillet 2017

Suisse. La confiance de ces organisateurs prestigieux témoigne de notre expertise.

Plus de 30 ans déjà

50 collaborateurs passionnés et un leitmotiv : être en phase et à

l'écoute de nos clients. Les défis sont quotidiens, des plus simples aux plus exaltants, et à chacun d'entre eux nous appliquons nos maîtres mots : qualité, exigence, disponibilité, réactivité, maîtrise et sécurité. ■

SKYNIIGHT

Rue des Sablières 14
1242 Satigny
Tél. +41 22 555 07 10
www.skynight.com



Tata – Salon de l'Automobile, Genève – mars 2017



Eldora – soirée clients, Lausanne – janvier 2017

AGENDA

FORMATION - RÉSERVÉE AUX MEMBRES

Jeudi 23 novembre 2017 de 8h00 à 10h00 - CCIG

Le réseautage productif : comment rencontrer l'autre

Pour profiter efficacement de rencontres telles que vous les faites lors des manifestations organisées par la CCIG, mieux vaut disposer de quelques outils et avoir l'attitude du réseuteur. Au travers d'exercices pratiques, cet atelier vous permettra d'approcher des contacts, nouveaux ou connus, de manière à construire et maintenir des relations d'échange et d'entraide mutuels.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

CONVENTION D'AFFAIRES BIOTECH ET MEDTECH

Vendredi 24 novembre 2017 de 8h30 à 16h00

Swisstech Convention Center, EPFL, Lausanne

Léman Business Matchmaking 2017

Cette convention d'affaires franco-suisse est dédiée aux secteurs Biotech et Medtech. Elle permettra aux entreprises, start-up, industriels, investisseurs, laboratoires de recherche, établissements de soins, clusters, etc. d'identifier de nouveaux partenaires et d'échanger sur les opportunités de ce marché en France et en Suisse.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.lemansbusiness.com

DIGITALISATION

Mercredi 29 novembre 2017 de 14h00 à 20h00

Espace Hippomène, avenue de Châtelaine 7, Genève

Le commerce de détail à l'ère de la digitalisation

L'innovation à l'ère de la digitalisation peut s'avérer particulièrement périlleuse, spécifiquement pour les PME qui doivent faire face à de multiples défis. Mais défi signifie également opportunité. Cette manifestation permettra de le découvrir sur la thématique du commerce de détail. Cet événement, le premier d'une série sur des thématiques concernées par la digitalisation, permettra aux participants :

- de se poser les bonnes questions concernant les opportunités d'innovation pour leur entreprise
- d'être inspirés par des acteurs suisses et internationaux qui ont fait le pas de l'innovation avec succès
- de se connecter de manière ciblée à des partenaires potentiels de leur démarche d'innovation
- d'être inspirés, interpellés, amusés lors de discussions participatives, d'ateliers, de speed-datings et d'expositions, le tout complété par un cocktail dînatoire créatif.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

SÉMINAIRE THÉMATIQUE



Jeudi 30 novembre 2017 de 8h00 à 10h00 - CCIG



La préparation : le meilleur allié de la prévoyance professionnelle

Quitter le monde du travail avec une retraite confortable est l'objectif de chacun. Mais celui-ci ne peut se réaliser sans une stratégie financière préparée et adaptée. La prévoyance est devenue aujourd'hui un élément-clé de la gestion de patrimoine. En effet, à salaire équivalent, il existe des écarts considérables de rente entre retraités. La condition pour une situation confortable est d'anticiper et d'analyser les potentielles sources de revenu : l'AVS, la caisse de pension, la prévoyance individuelle, la fortune accumulée, un éventuel héritage, etc. Comment faire fructifier ses avoirs ? Quels leviers faut-il activer pour tirer profit de la prévoyance ?

En partenariat avec la CCIG, la Banque Cantonale de Genève propose un petit-déjeuner suivi d'une conférence, avec la participation d'Albert Gallegos, responsable Conseil patrimonial et prévoyance, qui partagera son expertise sur la prévoyance professionnelle pour les chefs d'entreprises et les indépendants.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

IMPRESSUM

CCIGinfo

Bulletin d'information de la CCIG.
Paraît 11 fois par an, 3800 exemplaires

Responsable d'édition :
Alexandra Rys

Rédaction :
Fabienne Delachaux, Nicolas Grangier,
Nathalie Hardyn, Valérie Oreamuno,
Alexandra Rys

Publicité :
Publi Annonces SA, tél. 022 308 68 78

Conception : ROSS graphic design

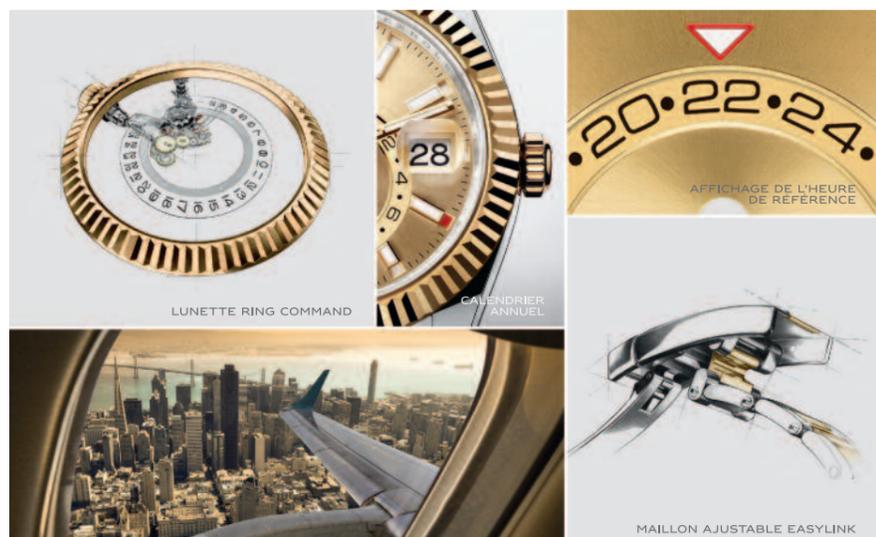
Impression : Atar Roto Presse SA, Satigny

Informations :
publications@ccig.ch



4, boulevard du Théâtre - 1204 Genève

Adresse postale
Case postale 5039 - 1211 Genève 11
Tél. 022 819 91 11 - Fax 022 819 91 00



CETTE MONTRE EST UN SYMBOLE D'INGÉNOSITÉ MÉCANIQUE.

La plus sophistiquée des montres Rolex, la Sky-Dweller est un symbole d'ingéniosité mécanique. Créée dans l'unique esprit Rolex et dotée de 11 brevets, elle possède le calendrier annuel Saros qui distingue automatiquement les mois de 30 et 31 jours. Compagnon de voyage idéal, elle indique en tout temps l'heure de référence grâce à son triangle rouge, tandis que son aiguille des heures peut être ajustée sur un second fuseau horaire. La lunette Ring Command permet de réaliser ces réglages avec une grande facilité. Une performance mécanique de pointe, fruit d'une tradition séculaire. Bien plus qu'une montre, un témoin de son temps.



OYSTER PERPETUAL SKY-DWELLER

ROLEX

PLATINE

SKYNIIGHT

RAMADA
@ncore
GenevaLa Tour
RÉSEAU
DE SOINS

BCGE

OR

ORACLE

Allianz

GONET
BANQUIERS 1845Groupe Mutuel
Assurances
Versicherungen
AssicurazioniDAUDIN&CIE
GESTION DE PATRIMOINE IMMOBILIER

ARGENT

PORTS FRANCS
ET MEMBRES DE GENÈVE SASWISS RISK
CARECATERING SERVICES
MIGROS

BRONZE

MESSERLI
Serviceseu Business
School

CITROËN

fert

easyJet

JTI

CP

accès
Personnel

BDO

PROTECTAS

P&G

BALESTRAFIC

Procure Systems

TUB
TR. PUBLIETEX SA